

Premiers résultats 2007 des finances locales

Les finances des collectivités territoriales, des groupements à fiscalité propre, des établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux

Evolution financière d'ensemble

Le champ des collectivités couvert par la présente étude comprend les collectivités territoriales (communes, départements, régions), les groupements à fiscalité propre (GFP)¹, les établissements publics de santé (EPS) ainsi que les établissements publics sociaux et médico-sociaux (EPSMS). Toutefois, ces deux dernières catégories d'établissements publics feront l'objet d'un développement distinct en raison d'un mode de financement et d'une activité différents de ceux des collectivités locales.

En 2007, les dépenses totales des collectivités territoriales et des GFP évoluent à un rythme plus soutenu (+6,5%) que l'année précédente (+5,4%).

Au total, le secteur communal, les régions et les départements ont dépensé 208,5 milliards d'euros, dont 141 milliards pour leur fonctionnement (+6,2%) et 57 milliards pour les emplois d'investissement hors dette (+11,3%).

Les recettes totales des collectivités et des GFP augmentent pratiquement au même rythme (+5,2%) que l'année précédente (+5,9%).

La sphère locale a ainsi enregistré plus de 207,8 milliards de recettes au titre de l'exercice 2007. Les produits de fonctionnement s'élevaient à 170 milliards d'euros et croissent de 5%. Les ressources d'investissement hors emprunt (20,5 milliards) connaissent en revanche un ralentissement dans leur progression. Elles enregistrent une hausse de 9,7% contre 12,4% l'année précédente.

Les dépenses d'équipement des **établissements publics hospitaliers** poursuivent leur croissance en 2007 (+ 5,8 %) ; parallèlement, leur dette augmente de façon significative (+17 %) et leur autofinancement stagne, pour la troisième année consécutive. Les dépenses d'investissement **des Etablissements Sociaux et médico-sociaux** (plus particulièrement les maisons de retraite médicalisées ou Etablissements Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)) sont en net accroissement en 2007 (+ 28 %).

Equilibre financier global (collectivités territoriales + GFP)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Dépenses totales*	185 896	195 894	+5,4	208 576	+6,5
Recettes totales*	186 503	197 519	+5,9	207 818	+5,2
Charges de fonctionnement (1)	126 373	132 560	+4,9	140 716	+6,2
Produits de fonctionnement (2)	153 575	161 682	+5,3	169 761	+5,0
Autofinancement (A) = (2)-(1)	27 202	29 123	+7,1	29 045	-0,3
Emplois d'investissement (hors dette)	47 138	50 938	+8,1	56 673	+11,3
Ressources d'investissement (hors emprunts)	16 647	18 708	+12,4	20 516	+9,7
Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)	3 896	4 733	NS	6 355	NS

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette (lorsque celles-ci ont pu être identifiées)

¹ communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats d'agglomération nouvelle

Fonctionnement

Les charges de fonctionnement, d'un montant de 141 milliards d'euros, progressent de 6,2%, entraînées par la croissance des frais de personnels (+9,5%) et des subventions et contingents (+6,5%).

Les achats et charges externes connaissent par contre une croissance mesurée (+2,5%) par rapport à la hausse enregistrée entre 2005 et 2006 (+5,7%). Cette modération est commune à l'ensemble des collectivités étudiées. Les achats et charges externes représentent 19% du total des charges de fonctionnement, toutes collectivités confondues.

Fonctionnement (collectivités territoriales + GFP)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Charges de fonctionnement (1)	126 373	132 560	+4,9	140 716	+6,2
Achats et charges externes	24 135	25 508	+5,7	26 156	+2,5
Frais de personnel	38 569	40 704	+5,5	44 569	+9,5
Reversement de fiscalité des GFP	8 119	8 327	+2,6	8 454	+1,5
Subventions et contingents	47 727	50 110	+5,0	53 363	+6,5
Charges financières	3 560	3 842	+7,9	4 197	+9,2
Autres charges de fonctionnement	4 263	4 067	-4,6	3 977	-2,2
Produits de fonctionnement (2)	153 575	161 682	+5,3	169 761	+5,0
Impôts directs	57 166	60 569	+6,0	62 490	+3,2
Impôts indirects et autres taxes	25 650	27 809	+8,4	31 603	+13,6
Concours de l'Etat	45 435	46 896	+3,2	47 671	+1,7
- DGF	36 691	37 976	+3,5	38 952	+2,6
- Autres dotations	3 649	3 790	+3,9	3 717	-1,9
- Péréquation et compensations fiscales	5 096	5 130	+0,7	5 025	-2,1
Subventions et participations	6 143	7 238	+17,8	7 763	+7,3
Autres produits de fonctionnement	19 181	19 169	-0,1	20 233	+5,5
Autofinancement (A)=(2) - (1)	27 202	29 123	+7,1	29 045	-0,3

Les frais de personnel sont particulièrement dynamiques en 2007. Ce poste, qui représente près du tiers des dépenses de fonctionnement toutes collectivités confondues, augmente de 9,5%. La hausse est plus sensible pour les régions (+104,6%) et les départements (+18,6%). Elle n'est que partiellement imputable aux transferts de compétences effectués en 2007 : sur les 3,8 Md€ de dépenses de personnel supplémentaires relevées en 2007, seuls 1,3 Md€, peuvent être imputés aux transferts de compétences. Si l'on neutralise l'effet de ces transferts, la progression est de +9,6% pour les départements et de +23,8% pour les régions. Enfin, les frais de personnel de ces deux collectivités représentent respectivement 4 et

19% du total toutes collectivités confondues. Le secteur communal, qui est à l'origine de 78% des frais de personnel, voit sa masse salariale progresser de 5,3%. Les dépenses des GFP (11% du secteur) augmentent pratiquement deux fois plus vite (+9%) que celles des communes (4,8%).

Ces progressions ont des causes communes, notamment les revalorisations indiciaires intervenues dans la fonction publique territoriale et les effets du glissement vieillesse technicité.

Les subventions et contingents, 38% du total des dépenses toutes collectivités confondues, progressent de 6,5% en 2007. Les départements sont les plus forts contributeurs à ce poste (56% du total) et enregistrent une hausse de 5,4%. Elle découle de l'évolution des dépenses à caractère social : APA, prestation de compensation du handicap. Seules les dépenses liées au RMI ne progressent plus. La baisse sur 2007 du nombre d'allocataires a permis ainsi de compenser la revalorisation de cette prestation. Ce sont les régions (19% du total) qui voient ce type de dépense augmenter le plus fortement (+14,9%). Dans le cas de ces deux collectivités, les contingents et participations représentent la majorité de leurs dépenses.

Le secteur communal est, quant à lui, à l'origine de plus de la moitié des dépenses de subventions, les organismes privés étant les bénéficiaires majoritaires. Les subventions versées par les différentes collectivités aux organismes publics et privés contribuent pour 27% aux subventions et contingents, toutes collectivités confondues.

Les **charges financières** enregistrent une accélération en 2007. Elles augmentent de 9,2% contre 7,9% entre 2005 et 2006. Toutes les catégories de collectivités sont concernées par ce phénomène. L'augmentation est particulièrement sensible dans les régions (+38%). Les charges financières régionales ne représentent cependant que 13% du total des charges financières, toutes collectivités confondues. La majorité de ces charges (55%) est inscrite dans les comptes des communes. Les charges financières communales progressent, quant à elles, de 3,9%.

Cette hausse fait suite au dynamisme de l'investissement constaté dans le secteur local, qui s'est traduit par un recours à l'emprunt accru. Elle résulte aussi du renchérissement des taux d'intérêts constatés en 2007.

Les produits de fonctionnement du secteur communal, des départements et des régions (170 milliards d'euros) connaissent en 2007 la même dynamique qu'en 2006. En effet, ils augmentent de 5% contre 5,3% entre 2005 et 2006, notamment grâce à la croissance des impôts indirects et autres taxes (+13,6%).

Les **impôts directs** augmentent de 3,2% entre 2006 et 2007. Cette progression est inférieure à celle enregistrée entre 2005 et 2006 (+6%). Pour les communes, principales bénéficiaires (42% du total des impositions directes toutes collectivités confondues), le produit de ces impositions progresse de 3% en 2007, évolution identique à celle enregistrée entre 2005 et 2006. Le ralentissement est plus sensible pour les départements et les régions.

Ces évolutions résultent de la modération des taux votés par les conseils municipaux, généraux ou régionaux mais aussi, notamment pour les régions et les départements, de la participation au financement des surplus de dégrèvements accordés aux entreprises suite aux augmentations de leurs taux de taxe professionnelle. Toutefois, cette participation

ne représente que 2,3% du produit de taxe professionnelle voté par les collectivités.

Les **impôts indirects et autres taxes** progressent fortement (+13,6%) entre 2006 et 2007. Avec 31,6 milliards d'euros, ils représentent 19% du total des produits de fonctionnement, toutes collectivités confondues (contre 37% pour les impôts directs). Les départements et les régions sont les principaux destinataires de ce type de recettes (respectivement 51% et 19% du total des impositions indirectes et taxes, toutes collectivités confondues). Le transfert de fiscalité indirecte vise, en effet, au financement des compétences décentralisées. Ainsi, les départements se sont vus allouer la quasi-totalité des produits de la taxe sur les contrats d'assurance (TSCA) relative aux contrats automobiles. Les régions, quant à elles, ont bénéficié d'une partie des recettes générées par la taxe intérieure sur les produits pétroliers, dont l'assiette et les taux sont régionalisés.

Le dynamisme du marché immobilier bénéficie encore aux départements ainsi qu'aux communes, aux travers des droits de mutations à titre onéreux, qui augmentent de 6% entre 2006 et 2007.

Les **concours financiers de l'Etat** progressent globalement de 1,7% et s'élèvent à 47,6 milliards d'euros. La dotation générale de fonctionnement correspond à 82% de ces concours, toutes collectivités confondues. Elle croît globalement de 2,6%. Son évolution est régie par le contrat de croissance et de solidarité, prorogé en 2007.

Les **subventions et participations** enregistrent un fléchissement entre 2006 et 2007. Elles augmentent de 7,3% contre 17,8% entre 2005 et 2006. L'évolution globale de ce poste est fortement impactée par les variations départementales pour ce type de produit. En effet, les départements perçoivent 47% des subventions et participations globales. Or, l'année 2006 avait vu la mise en place des dotations versées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au titre de la prise en charge du handicap. Il en avait résulté une augmentation atypique de 49,8%. En 2007, les subventions et participations reçues par les départements croissent de 12%, ce qui implique un ralentissement de l'augmentation globale.

Investissement

Les emplois d'investissement hors dette augmentent de 11,3%, conséquence du dynamisme de l'investissement constaté dans toutes les catégories de collectivités.

Les dépenses d'équipement directes continuent leur progression (+10,2%) sur un rythme voisin de celui de 2006 (+9,1%).

Le secteur communal réalise une augmentation de 11% de son investissement direct. Les communes, principal investisseur avec près de 23 milliards d'euros, accélèrent encore leur effort d'équipement par rapport à l'année passée (+9,7% entre 2006 et 2007 contre +7,8 entre 2005 et 2006).

Les subventions d'équipements versées, avec 13 milliards d'euros, représentent 23% des emplois d'investissement. Elles progressent de 14,4% entre 2006 et 2007. Leur dynamisme est commun à toutes les catégories de collectivités. Les régions et les départements, qui contribuent chacun pour 41% au total des subventions versées toutes catégories de collectivités confondues, enregistrent des progressions supérieures à celle de l'année précédente.

Quant au secteur communal, même si les montants concernés sont plus faibles (2,5 milliards d'euros), les subventions accordées augmentent très fortement (+41,4% pour les GFP, +35,5% pour les communes).

Les ressources d'investissement hors emprunt (+9,7%) accusent, en revanche, un moindre dynamisme par rapport à l'évolution constatée entre 2005 et 2006 (+12,4%).

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) augmente de 7,9%. Cette évolution résulte du dynamisme des dépenses d'équipement constaté en 2005 et 2006. Cette progression est inférieure à celle réalisée entre 2005 et 2006 (+10,2%).

Les autres dotations et subventions sont quant à elles, plus dynamiques (+8,6%) qu'entre 2005 et 2006 (+6,8%). Elles représentent pratiquement la moitié des ressources d'investissement globales (hors emprunt).

Investissement (collectivités territoriales + GFP)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Emplois d'investissement (hors dette)	47 138	50 938	8,1	56 673	11,3
Dépenses d'équipement	34 244	37 367	9,1	41 162	10,2
Subventions d'équipement versées	9 113	11 363	24,7	12 995	14,4
Autres dépenses	3 781	2 208	-41,6	2 517	14,0
Ressources d'investissement (hors emprunts)	16 647	18 708	12,4	20 516	9,7
FCTVA	3 757	4 141	10,2	4 468	7,9
Autres dotations et subventions	8 739	9 337	6,8	10 139	8,6
Autres recettes (a)	4 150	5 230	26,0	5 908	13,0
Remboursements d'emprunts*	12 385	12 396	0,1	11 187	-9,8
Emprunts*	16 281	17 129	5,2	17 542	2,4

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette (lorsque celles-ci ont pu être identifiées)

Equilibre financier

En 2007, les dépenses de fonctionnement des collectivités locales et des GFP ont augmenté à un rythme (+6,2%) sensiblement supérieur à celui des recettes (+5%). Il en résulte un **autofinancement**, correspondant à l'excédent des produits réellement encaissés par rapport aux dépenses réellement décaissées, en très légère baisse (-0,3%). Ce léger recul est observé notamment pour les communes (-1,4%) et pour les départements (-0,9%). A l'inverse, l'autofinancement des régions et des GFP progresse de, respectivement, +1,1% et +2,7%.

Globalement, l'autofinancement des collectivités et des GFP représente 17% des produits de fonctionnement des collectivités. Cet autofinancement, auquel s'ajoutent les ressources d'investissement hors emprunt, ne permet pas, pour aucun type de collectivité ou de GFP, d'assurer la couverture totale des dépenses d'investissement.

Le recours à l'emprunt augmente donc globalement de 2,4%.

Dans le même temps, les remboursements d'emprunt diminuent. Les collectivités territoriales et les GFP ont remboursé 1,2 milliard de moins qu'en 2006.

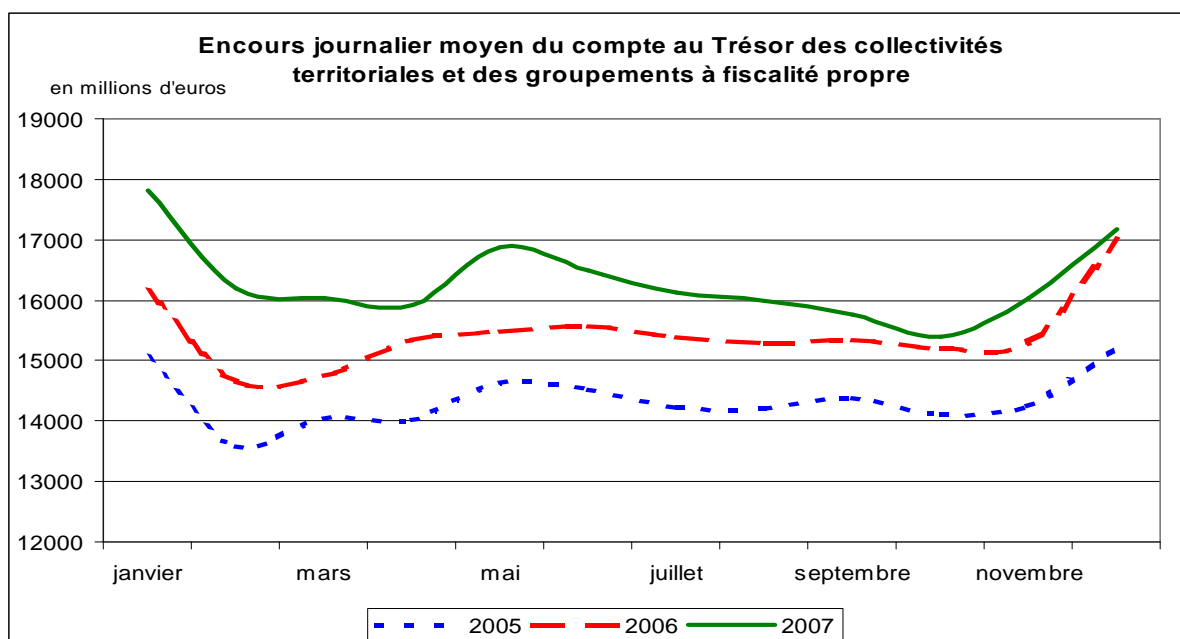
Par conséquent, **l'endettement** augmente de plus de 6,3 milliards d'euros, soit une hausse de 4,9% par rapport à 2006.

Pour finaliser le financement de leurs investissements, toutes les catégories de collectivités opèrent un prélèvement sur **leur fonds de roulement**. Il en découle une baisse de 4% du fonds de roulement global, après une hausse de 11% entre 2005 et 2006.

Trésorerie

L'encours moyen de trésorerie des collectivités territoriales et des groupements à fiscalité propre s'élève à 16,3 milliards d'euros en 2007, soit une hausse de 5,5% par rapport à 2006.

Toutes les collectivités présentent pour 2007 un niveau de trésorerie moyenne mensuelle supérieur à celui de 2006, à l'exception des régions qui voient leur encours diminuer de 32% par rapport à 2006.



Les finances des communes

Au 1er janvier 2007, 33 414 communes sont membre d'un groupement à fiscalité propre (GFP). Cela représente une augmentation de 491 unités pour 2007 et porte le taux d'intégration intercommunale à 91% des communes françaises.

Le nombre de communes rejoignant un GFP au cours de l'exercice 2006 s'amenuise. Par conséquent l'impact de ces mouvements liés à l'intercommunalité sur les comptes des communes est moindre que par le passé.

Fonctionnement

Les frais de personnel tirent la hausse des charges de fonctionnement (+3,3%).

La hausse des charges de fonctionnement observée en 2007 (+3,3%) se situe légèrement en deçà de l'exercice précédent. En effet, en 2006, la hausse des dépenses de fonctionnement était de 2,5%. Cependant ce résultat était dû, pour partie, à la réforme de l'instruction comptable M14 intervenue cette même année qui a transféré à la section d'investissement les subventions d'équipement versées par les communes. A périmètre constant, la progression des dépenses atteignait, en 2006, +3,5%. Par conséquent, les rythmes de progression des dépenses de fonctionnement en 2006 et 2007 s'avèrent proches.

L'accroissement des dépenses consacrées aux **achats et charges externes** est limité à 2,2% en 2007 contre 3,9% en 2006.

A l'image des exercices passés, le taux de progression est plus élevé pour les communes de moins de 10 000 habitants (+2,7%) que pour les autres (+1,8%).

Cette progression plus faible en 2007 résulte d'un léger recul (-0,5%) des achats non stockés qui représentent un peu plus du tiers de ce poste de dépense. A contrario, les contrats de prestations de services augmentent de 3,9% et les dépenses d'entretien et réparations s'apprécient de 3,1%.

La progression des **charges de personnel** s'est accélérée en 2007 de 4,8%, soit un point de plus qu'en 2006. Pour ces dépenses, le rythme est, encore une fois, plus soutenu pour les communes de moins de 10 000 habitants (+5,2%) que pour les autres (+4,6%).

De l'étude de la masse salariale, au travers de l'exploitation des comptes de gestion, il ressort notamment que la rémunération du personnel non titulaire progresse en 2007 dans les grandes communes à un rythme supérieur d'un point par rapport à celle du personnel titulaire (respectivement +5,5% et +4,4%).

S'agissant des dépenses de personnel relatives aux emplois d'insertion, elles reculent en 2007 de 7,3%.

Fonctionnement

en millions d'euros

	Moins de 10 000 habitants		Plus de 10 000 habitants		Ensemble des communes	
	2007	07/06 (en %)	2007	07/06 (en %)	2007	07/06 (en %)
Charges de fonctionnement (1)	21 079	3,8	37 714	3,0	58 793	3,3
Achats et charges externes	6 237	2,7	8 607	1,8	14 844	2,2
Charges de personnel	9 650	5,2	20 730	4,6	30 380	4,8
Subventions et contingents	2 940	2,7	5 907	1,1	8 847	1,6
Charges financières	944	2,8	1 369	4,7	2 312	3,9
Autres charges de fonctionnement	1 309	1,0	1 101	-6,0	2 409	-2,3
Produits de fonctionnement (2)	26 519	3,1	43 046	2,2	69 566	2,5
Impôts directs	9 960	3,4	16 215	2,7	26 175	3,0
Fiscalité reversée	2 486	3,7	5 538	1,0	8 025	1,8
Impôts indirects et autres taxes (*)	1 868	4,6	4 053	2,1	5 921	2,9
Concours de l'Etat	7 850	1,8	11 331	1,0	19 182	1,3
- DGF	6 416	2,4	9 613	2,0	16 029	2,2
- Autres dotations	97	-0,4	305	2,1	402	1,5
- Péréquation et compensations fiscales	1 341	-0,6	1 433	-4,3	2 773	-2,5
Subventions et participations	1 082	0,2	1 714	2,7	2 796	1,7
Autres produits de fonctionnement	3 272	5,4	4 194	4,8	7 466	5,0
Autofinancement (2) - (1)	5 440	0,8	5 333	-3,5	10 772	-1,4

(*) hors reversements sur impôts et taxes

L'accroissement des charges de personnel est expliqué pour environ 1,3 point par la revalorisation du point d'indice intervenue en 2007 ainsi que l'effet en année pleine de celle de 2006. Le solde provient de l'effet GVT (Glissement Vieillesse Technicité) combiné à l'évolution à la hausse des effectifs.

Les charges sociales progressent proportionnellement aux traitements.

Après un recul en 2006 consécutif à la réforme de l'instruction comptable M14, les **transferts financiers**, composés des contingents et participations obligatoires et des subventions de fonctionnement, augmentent de 1,6%. Cependant, cette évolution est biaisée par la ville de Paris qui, à elle seule, affiche une baisse de 3,7%. Hors Paris, la progression est homogène par catégorie de commune pour s'établir à 2,7%. A l'intérieur des subventions aux organismes publics, les trois-quarts restent dans la sphère communale (établissements et services rattachés) et leur progression est plus dynamique (+5,5%).

Les **charges financières** (+3,9%) poursuivent leur hausse entamée en 2006. Cette progression est la conséquence de la reprise de l'endettement des communes depuis 2004 ainsi que de la hausse des taux d'intérêts.

Enfin, le recul de 2,3% des **autres charges de fonctionnement** provient essentiellement des charges exceptionnelles des grandes communes qui sont en repli de 6,2%.

La hausse des produits de fonctionnement (+2,5%) est plus atone que celle des dépenses.

Les produits de fonctionnement enregistrent une progression de 2,5% soit un rythme similaire à l'exercice précédent (+2,6%). À l'image des dépenses, la croissance des produits est également plus soutenue pour les petites communes (+3,1%) que pour les autres (+2,1%).

Le produit des quatre **taxes directes locales**, perçu directement par les communes, s'accroît de 3,0% pour représenter un peu moins de 38% de leurs recettes de fonctionnement. A l'inverse de 2006, la hausse est plus modérée dans les

grandes communes (+2,7%) que dans les petites (+3,4%).

Cette hausse résulte essentiellement du dynamisme des bases, qui progressent à un rythme similaire aux années antérieures. S'agissant des taux, plus des deux tiers des conseils municipaux ont reconduit en 2007 les taux appliqués en 2006.

La **fiscalité reversée** aux communes progresse seulement de 1,8%, alors que ce taux était de 5,5% en 2005 et 3,0% en 2006. Ce ralentissement est principalement dû à un effet structurel car seules 491 communes ont rejoint un groupement en 2006. Pour les petites communes, la fiscalité reversée (+3,7%) progresse sensiblement au même rythme que la fiscalité directe et à un rythme bien supérieur à celui des communes de plus de 10 000 habitants (+1,0%).

Les **impôts indirects** progressent en 2007 au même rythme que la fiscalité directe (+2,9%) après deux exercices beaucoup plus dynamiques.

Ce fléchissement provient, d'une part, de la poursuite du transfert de taxes vers les groupements à fiscalité propre. Ainsi le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères continue de décroître (-2,5%) et atteint même -8,5% dans les communes de moins de 10 000 habitants. La taxe sur l'électricité diminue également de 1,6%.

D'autre part, les communes subissent le ralentissement du marché de l'immobilier. En effet, les revenus issus des droits de mutation s'apprécient en 2007 de 6,4% soit une évolution deux fois moindre qu'en 2006.

Les **concours financiers de l'État** aux communes s'accroissent globalement de 1,3%, mais connaissent un taux d'évolution près de deux fois plus important pour les petites communes (+1,8%) que pour les autres (+1,0%).

Ainsi, la **dotations globale de fonctionnement** des grandes communes croît moins vite (+2,0%) que celle des petites (+2,4%). Cependant, hors Paris, la progression des deux catégories de communes est similaire.

Les recettes issues de **péréquation et de compensations fiscales** perçues par les communes reculent de 2,5%. Elles proviennent de la moindre compensation des exonérations de taxe professionnelle dont le montant diminue de 8,4% pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Les **subventions et participations** continuent, à l'instar de l'exercice précédent, leur progression. La hausse est plus marquée pour les grandes communes (+2,7%) que pour les petites (+0,2%).

Enfin, les **autres produits** sont très dynamiques (+5,0%) grâce notamment aux ressources en provenance des services à caractère social, périscolaires et d'enseignement qui s'apprécient de 6,3% et représentent près d'un quart de ce poste.

Dans ce contexte de progression modérée des recettes, l'autofinancement des communes régresse de 1,4%. Cependant la situation est contrastée entre, d'un côté, les petites communes qui arrivent encore à améliorer leur autofinancement de 0,8% et, de l'autre, les grandes qui subissent un recul de 3,4% de ce solde.

Investissement

L'investissement des communes est toujours orienté fortement à la hausse (+9,7%)

En 2007, les **emplois d'investissement** des communes (hors dette) devraient afficher une progression à deux chiffres (+10,2%). Ce dynamisme constitue un facteur commun aux deux grandes strates de communes.

Alors que certains experts les préoyaient stables, les **dépenses d'équipement** ont bondi de 9,7%, soit une cinquième année consécutive de hausse. De 2001 à 2007, soit sur l'ensemble de la mandature, les dépenses d'équipement ont progressé de 6,0% en moyenne annuelle.

Les dépenses d'équipement sont plus dynamiques dans les communes de moins de 10 000 habitants (+10,9%) que dans les autres (+8,5%). Ainsi, dans les petites communes, les dépenses en faveur de la construction connaissent une hausse de 13,6% contre 4,5% dans les grandes communes.

Suite à la réforme de la nomenclature M14 intervenue sur l'exercice 2006, les **subventions d'équipement** versées par les communes sont dorénavant comptabilisées en section d'investissement. Ces subventions se montent à 35,5% en 2007, notamment sous l'influence de la ville de Paris qui double quasiment le montant de cette dépense par rapport à 2006. Hors ville de Paris, la hausse est tout de même de 20,2%.

Investissement

en millions d'euros

	Moins de 10 000 habitants		Plus de 10 000 habitants		Ensemble des communes	
	2007	07/06 (en %)	2007	07/06 (en %)	2007	07/06 (en %)
Emplois d'investissement (hors dette)	12 118	10,6	13 023	9,9	25 141	10,2
Dépenses d'équipement	11 563	10,9	11 373	8,5	22 936	9,7
Subventions d'équipement	237	29,8	922	37,0	1 160	35,5
Autres dépenses	318	-8,7	728	6,0	1 045	1,1
Ressources d'investissement (hors emprunts)	5 805	6,0	6 368	8,3	12 174	7,2
FCTVA	1 239	5,5	1 147	7,3	2 385	6,3
Autres dotations et subventions	3 142	4,9	2 652	7,2	5 794	6,0
Autres recettes (a)	1 425	9,2	2 570	9,9	3 995	9,7
Remboursements de dettes (b)	2 472	-1,4	3 441	-3,4	5 912	-2,6
Emprunts (b)	3 467	6,0	4 430	4,6	7 898	5,2

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

(b) hors refinancements de dettes

Équilibre financier global

(en millions d'euros)

Section de fonctionnement	Produits	69 566	Charges	58 793
	Impôts directs	26 175	Achats et charges externes	14 844
	Fiscalité reversée	8 025	Charges de personnel	30 380
	Impôts indirects	5 921	Subventions et contingents	8 847
	Concours de l'Etat	19 182	Charges financières	2 312
	Subventions et participations	2 796	Autres charges	2 409
	Autres produits	7 466		
				Autofinancement
		Autofinancement	10 772	
Section d'investissement	Ressources d'investissement hors emprunts	12 174	Emplois d'investissement hors dette	25 141
	Endettement	1 985		
	Diminution du FDR	210		

La croissance des ressources d'investissement hors emprunts (+7,2%) reste en deçà des emplois d'investissement.

Parallèlement aux emprunts et à l'autofinancement, les recettes d'investissement des communes sont constituées pour l'essentiel du FCTVA, des subventions d'investissement et du produit des cessions d'immobilisations.

Après deux exercices de taux de croissance des **ressources d'investissement** supérieurs aux **emplois**, l'exercice 2007 est caractérisé par une progression des recettes (+7,2%) plus faible que celle des dépenses (+10,2%). Ce différentiel de croissance est surtout accentué dans les petites communes où il atteint 4,6 points alors qu'il est limité à 1,6 point dans celles de plus de 10 000 habitants.

Le **fonds de compensation pour la TVA**, qui correspond aux remboursements de la TVA acquittée sur les investissements réalisés en N-2, s'apprécie de 6,3%. Il s'agit là d'une

conséquence de l'augmentation de 7,7% des dépenses d'équipement constatée en 2005.

La hausse **des subventions d'investissement** (+6,0%) est cependant bien moindre que celle des dépenses d'équipement directes, après deux exercices de croissance similaire de ces deux postes.

Les **autres recettes** d'investissement affichent la plus forte progression (+9,7%) des ressources d'investissement. Cette évolution résulte principalement des produits de cessions des immobilisations pour les communes de moins de 10 000 habitants. S'agissant des autres communes, les dons et legs reçus ainsi que le recouvrement de créances immobilisées sur des établissements publics sont à l'origine de cette hausse.

La croissance des ressources d'investissement étant moindre que celle des dépenses, les communes ont fait appel à l'emprunt à hauteur de 7,9 milliards d'euros en 2007.

Équilibre financier global

en millions d'euros

	Moins de 10 000 habitants		Plus de 10 000 habitants		Ensemble des communes	
	2007	07/06 (en %)	2007	07/06 (en %)	2007	07/06 (en %)
Dépenses totales	35 669	5,6	54 178	4,2	89 847	4,7
Recettes totales	35 792	3,9	53 845	3,1	89 637	3,4
Charges de fonctionnement (1)	21 079	3,8	37 714	3,0	58 793	3,3
Produits de fonctionnement (2)	26 519	3,1	43 046	2,2	69 566	2,5
Autofinancement (A) = (2)-(1)	5 440	0,8	5 333	-3,5	10 772	-1,4
Emplois d'investissement (hors dette)	12 118	10,6	13 023	9,9	25 141	10,2
Ressources d'investissement (hors emprunts)	5 805	6,0	6 368	8,3	12 174	7,2
Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)	996	ns	990	ns	1 985	ns

Équilibre financier global

Le recul de l'autofinancement et la relative faiblesse de la croissance des ressources d'investissement explique le prélèvement opéré par les communes sur leurs fonds de roulement.

Ainsi, les opérations d'investissement (hors emprunts) présentent en 2007 un solde négatif (-2,2 milliards d'euros), quatre fois plus important qu'en 2006. Ce résultat est beaucoup plus élevé pour les grandes communes (-1,3 milliard d'euros) mais la dégradation est plus marquée pour les petites communes (multipliée par plus de neuf).

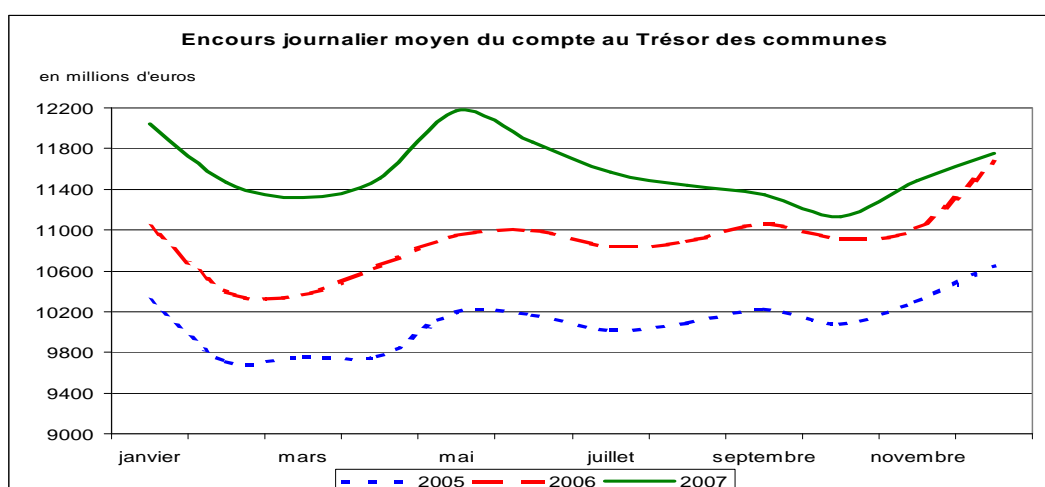
Dans ce contexte, les communes ont, d'une part, recouru à l'emprunt et, d'autre part, effectué un prélèvement sur leur fonds de roulement. Il convient de souligner que ce prélèvement est cohérent, compte tenu du niveau élevé depuis 2002 du fonds de roulement des communes

Les nouveaux emprunts sont supérieurs de 2,0 milliards d'euros à ceux remboursés. Ainsi, la dette des communes continue de s'accroître pour atteindre 55,6 milliards d'euros soit une hausse de 3,6% par rapport à 2006.

Par ailleurs, les communes ont prélevé 0,2 milliard d'euros (soit 1,9%) sur leur fonds de roulement afin d'assurer le financement de leurs investissements et, ainsi, de limiter leur recours à l'emprunt.

Trésorerie

En 2007, l'encours journalier moyen de trésorerie des **communes** a encore progressé (+6,3%) pour atteindre 11,6 milliards d'euros. Cet encours s'accroît dans les mêmes proportions dans les deux catégories de communes. Cependant l'encours moyen des communes de moins de 10 000 habitants représente 94,5 jours de dépenses totales contre 14,8 jours pour les communes de plus de 10 000 habitants. Globalement cet encours se situe à 46,4 jours de dépenses.

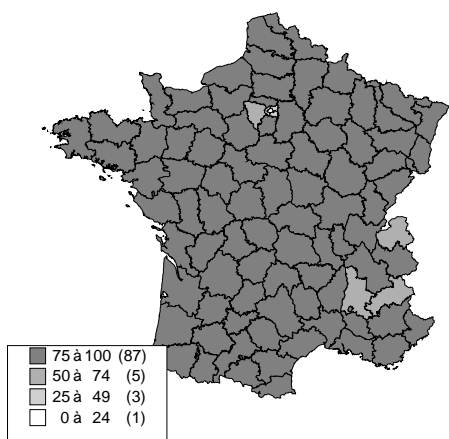


Les finances de l'intercommunalité

Avec seulement 15 créations (dont 5 communautés d'agglomération), l'année 2007 confirme la poursuite du ralentissement de l'évolution de l'intercommunalité fiscalisée. Ce phénomène n'est pas surprenant, les 2 588 Groupements à Fiscalité Propre (GFP) couvrant 91% des communes françaises au 31 décembre 2007. Le développement de l'intercommunalité fiscalisée n'a toutefois pas eu pour effet de réduire de manière significative le nombre de syndicats, forme la plus ancienne de l'intercommunalité.

La masse totale des budgets principaux des GFP (charges de fonctionnement et dépenses d'investissement) s'élève à 32,6 milliards d'euros, en progression de 8,5% par rapport à 2006 avec une augmentation de seulement 0,6% du nombre d'établissements. Par conséquent, le dynamisme budgétaire des GFP s'avère bien réel.

Part (en %) de la population regroupée en 2007 par département

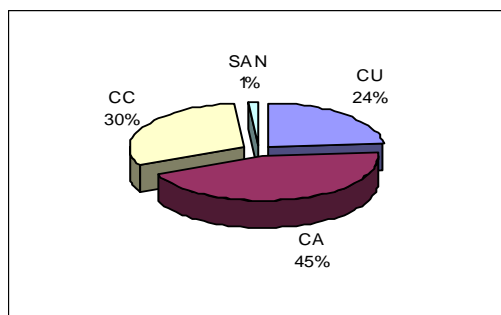


La DGFIP publie les résultats financiers et le dénombrement des groupements pour lesquels un compte de gestion a été rendu par le comptable public pour l'exercice 2007.

L'intercommunalité urbaine (communautés urbaines -CU-, communautés d'agglomération -CA-, syndicats d'agglomérations nouvelles -SAN-) concentre 51% de la population française regroupée en intercommunalité et totalise 68,5% des dépenses totales des GFP. Le poids des CA dans les dépenses totales se stabilise en 2007 (45%) et reste près de deux fois supérieur à celui des CU.

Les communautés de communes (CC) sont constituées en majorité sur des territoires ruraux. Elles regroupent près de 26,5 millions d'habitants. Les CC à TPU connaissent l'évolution démographique la plus importante (+2,9%).

Part des différentes catégories de groupements dans les volumes budgétaires



Fonctionnement

L'évolution des charges de fonctionnement s'explique principalement par la progression des frais de personnel.

Les évolutions constatées sont pour partie imputables aux modifications de périmètre (transferts de compétences) de l'intercommunalité fiscalisée depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 juillet 1999.

Les compétences ont ainsi été accrues ou redistribuées. En outre, certains organismes (CU ou CC) peuvent encore changer de régime fiscal, les SAN devant à terme devenir des CA.

Nombre de GFP et population par type au 01/01/2007

	effectif	nombre de communes	population		
			nombre d'habitants (en milliers)	répartition en%	07/06 en %
CU	14	358	6 251	11,5	0,5
dont TPU	11	325	5 912	10,9	0,5
CA	169	2 946	21 174	39,1	2,4
CC	2 400	30 081	26 476	48,8	1,5
dont TPU	1 012	12 533	14 365	26,5	2,9
SAN	5	29	319	0,6	-10,6
TOTAL	2 588	33 414	54 220	100,0	1,7
dont TPU	1 197	15 833	41 770	77,0	2,2

Ainsi, les comparaisons avec les données 2006 constituent de simples indications qui doivent être relativisées compte tenu de l'ampleur des transformations du secteur.

Les CU dont le nombre est constant depuis plusieurs années ont stabilisé leurs budgets après avoir été l'objet d'importants transferts de compétences entre 2000 et 2003. Ainsi, leur gestion est marquée par une évolution modérée des frais de personnel (+4,1%) et une baisse des frais de gestion courante (- 3,7%).

Les CA, toujours en évolution démographique positive, connaissent une augmentation significative de leurs dépenses (+12,2% pour les charges de personnel et +5,1% pour les frais de gestion courante). Les reversements de fiscalité pèsent encore pour 46% dans les charges de fonctionnement. Consécutivement à l'accroissement de l'endettement constaté au cours des exercices précédents, les charges financières augmentent de 21,2%.

Les CC restent en nombre la catégorie de GFP la plus dynamique avec 11 créations en 2007 mais le volume de leurs charges de fonctionnement n'a progressé que de 5,9% contre 8,9% en 2006.

Le nombre de SAN diminue. Cette catégorie, au nombre de 5 en 2007, représente moins de 1,5% des masses budgétaires totales des GFP.

En 2007 les budgets annexes des GFP ont réalisé, en données non consolidées, 9,5 milliards d'euros de dépenses totales, soit une progression de +9,4% par rapport à 2006, évolution expliquée par une augmentation de 9,5% du nombre de budgets annexes.

Quatre secteurs d'activité couvrent près de 89% des dépenses :

- l'eau et l'assainissement (36%) ;
- les transports (28%) ;
- les ordures ménagères (13%) ;
- l'aménagement des zones industrielles et d'habitation (11%).

Les recettes fiscales (64%) et les dotations de l'État (27%) constituent toujours les principales ressources de fonctionnement des GFP

Les reversements de fiscalité ont été rajoutés aux produits de fonctionnement et intégrés dans les charges de fonctionnement.

Jusqu'en 1999, la taxe professionnelle unique (TPU) n'était obligatoire que pour les SAN et les communautés de villes. Les autres structures avaient le choix entre ce régime ou une fiscalité additionnelle reposant sur les quatre taxes ou encore sur une taxe professionnelle de zone. Au 1^{er} janvier 2007, plus de 42% des CC avaient opté pour la TPU (ce taux n'était que de 15% en 2000).

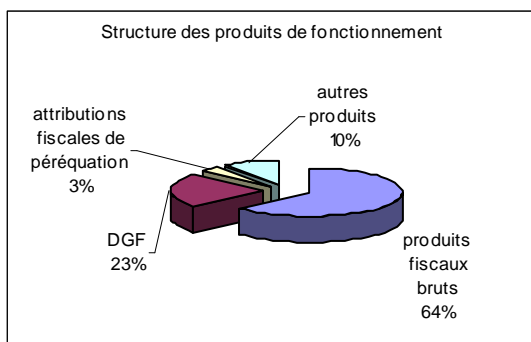
Section de fonctionnement

en millions d'euros

	communautés urbaines		communautés d'agglomération		communautés de communes		syndicats d'agglomération nouvelle		TOTAL	
	2007	07/06	2007	07/06	2007	07/06	2007	07/06	2007	07/06
Nombre d'établissements *	14	0	169	5	2400	11	5	-1	2588	15
	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %
Charges de fonctionnement (1)	4 663	3,1	10 758	5,5	7 033	5,9	296	-4,2	22 750	5,0
Frais de gestion courante	878	-3,7	1 996	5,1	1 637	6,6	63	5,0	4 574	3,8
Frais de personnel	1 104	4,1	1 633	12,2	1 390	10,8	74	-9,8	4 201	9,0
Reversements de fiscalité	1 204	0,2	4 943	1,6	2 219	2,2	88	-2,2	8 454	1,5
Subventions versées **	1 087	5,3	1 572	5,8	1 362	7,8	25	-7,4	4 046	6,2
Charges financières	201	24,1	206	21,2	134	5,5	42	-2,3	583	16,1
Autres charges	189	23,5	408	25,2	291	2,1	4	-42,9	892	15,7
Produits de fonctionnement (2)	5 576	1,8	12 105	5,7	8 209	5,7	350	-5,7	26 240	4,7
Impôts et taxes	3 366	0,9	7 835	5,8	5 226	5,6	245	-2,8	16 672	4,6
dont Impôts directs	2 498	2,5	6 281	5,9	3 872	4,6	229	-4,6	12 880	4,6
Dotation globale de fonctionnement	1 452	1,5	3 108	6,0	1 511	4,9	50	-12,3	6 121	4,5
Attributions fiscales de péréquation	115	-2,5	317	-11,5	381	4,1	35	-7,9	848	-3,6
Autres produits	643	8,6	845	11,2	1 091	7,8	20	-16,7	2 599	8,8
Capacité d'autofinancement (A)=(2)-(1)	913	-4,2	1 347	7,3	1 176	4,3	54	-12,9	3 490	2,7

* Etablissements recensés pour lesquels un compte de gestion a été tenu durant l'exercice 2007 par le poste comptable

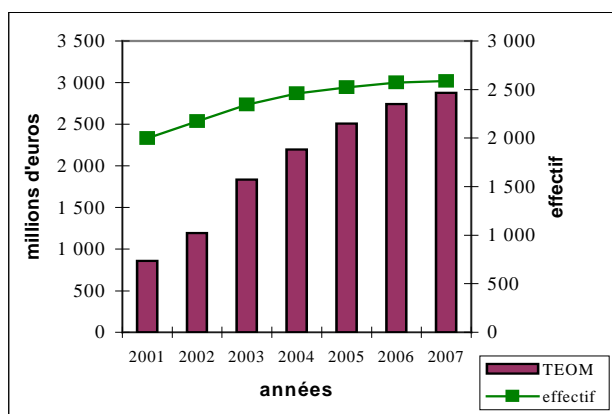
** Les subventions d'équipement sont transférées en section d'investissement en 2007



Parallèlement, les structures intercommunales urbaines (CU, CA et SAN) dotées du régime fiscal de la TPU bénéficient des attributions fiscales de péréquation qui s'attachent à ce type de fiscalité.

Les recettes fiscales directes des groupements augmentent de 4,6%. La fiscalité indirecte est marquée par un ralentissement de la progression de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Evolution de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et du nombre de GFP



Les disparités sont importantes selon le type de structure mais tendent à se réduire. Un habitant d'une CU a payé en moyenne 70,7 euros pour la TEOM en 2007, alors que celui d'une CC n'a déboursé que 46,9 euros (43,1 euros en 2006). Pour les CA, un habitant paie en 2007

14 euros de moins qu'un habitant d'une CU (contre 24 euros en 2006).

année	2001	2004	2005	2006	2007
TEOM Millions euros	858,5	2 119,1	2 508,3	2 744,5	2 876,5
TEOM euros/hab.	21,3	41,8	48,1	51,5	53,1

Les GFP dégagent en 2007 un autofinancement de 3,5 milliards d'euros, ce qui représente une progression limitée de 2,7% par rapport à 2006.

Investissement

L'exercice 2007 est marqué par la forte croissance de l'investissement des GFP.

Les dépenses d'équipement directes des GFP s'élèvent à 6,5 milliards d'euros et progressent de 15,7% par rapport à 2006.

Ce dynamisme touche tous les GFP, à l'exception des SAN.

Les dépenses d'équipement des CU, d'un montant de 1,9 milliard d'euros, ont augmenté de 19,4% en un an. Les emprunts couvrent 46,9% de ces dépenses.

En 2007, 91% des CA ont plus de 4 années d'existence. Cette maturité leur permet de développer des programmes d'investissements à hauteur de 2,4 milliards d'euros dont 55% sont financés par l'emprunt.

Les CC sont dynamiques. Leurs dépenses d'équipement affichent une progression de 16,9%.

Les SAN, quant à eux, ne participent plus aux dépenses d'investissement qu'à hauteur de 104 millions d'euros (1,9 % de l'investissement direct des GFP).

Section d'investissement

en millions d'euros

	communautés urbaines		communautés d'agglomération		communautés de communes		syndicats d'agglomération nouvelle		TOTAL	
	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %
Dépenses d'investissement	2 992	19,9	3 887	19,6	2 755	14,4	187	-7,9	9 821	17,5
Remboursements d'emprunts	448	0,2	679	25,5	354	-1,7	66	-10,8	1 547	8,8
Dépenses d'équipement directes	1 948	19,4	2 419	13,6	2 012	16,9	104	-13,3	6 483	15,7
Autres dépenses	596	42,6	789	36,0	389	19,0	17	88,9	1 791	34,3
Recettes d'investissement	1 905	27,3	2 455	18,1	1 773	12,7	128	-3,8	6 261	18,6
Emprunts	913	4,9	1 321	7,7	671	22,4	78	-17,9	2 983	8,9
FCTVA	130	26,2	227	9,1	239	14,9	15	25,0	611	15,1
Subventions d'équipement reçues	416	26,1	569	28,7	586	7,9	31	34,8	1 602	19,7
Autres recettes	446	131,1	338	68,2	277	1,1	4	33,3	1 065	58,7
Dette	5 236	9,7	5 585	17,9	3 216	10,4	1 060	-10,8	15 097	10,9

En matière d'investissement, les disparités sur le niveau moyen des dépenses d'équipement par groupement n'évoluent guère. Ainsi, une CU a, en moyenne, entrepris en 2007 139 millions d'euros de dépenses d'équipement, soit une augmentation de 23 millions par rapport à 2006. Une CA a quant à elle réalisé en moyenne une dépense de 14 millions d'euros. Enfin, une CC a engagé en moyenne moins de un million d'euros de dépenses d'équipement en 2007. Ces différences mettent en évidence, à côté de la vocation (urbaine ou rurale) de chaque structure intercommunale, le poids des compétences exercées par chacune des structures. En effet, les CU interviennent sur de gros projets d'aménagement (réseau de transports en commun urbains, modernisation et rénovation de quartiers, aménagement de zones industrielles ...). Les CA, malgré leur caractère urbain, développent des chantiers moins lourds dans les mêmes domaines de compétence et les masses financières qu'elles engagent restent encore limitées.

Il convient de préciser que le montant des investissements des GFP n'intègre pas les opérations d'ordre correspondant aux biens mis à disposition par les communes participant aux groupements ou à la reprise d'actifs appartenant aux anciennes structures modifiées. Si ces biens ne correspondent pas à des investissements réels, ils constituent néanmoins des moyens d'action immédiate pour les GFP. Ces mises à disposition sont importantes notamment lors des créations de structures intercommunales. Entre 2006 et 2007, les mises à disposition restent à un niveau stable de 134 millions d'euros et sont imputables aux CA et CC, seules structures connaissant des augmentations d'effectifs et de périmètre.

Les recettes d'investissement des GFP connaissent aussi une forte expansion (+18,6%) pour l'exercice 2007.

Les recettes d'investissement hors emprunt, tout type de GFP confondus, augmentent de près de 30%, soutenues notamment par le dynamisme du fonds de compensation de la TVA (+15,1%).

Les emprunts constituent 48% des recettes d'investissement des GFP. La part de ce type de financement est cependant variable. Ainsi, il représente 54% des ressources d'investissement pour les communautés d'agglomération, mais seulement 38% pour les communautés de communes.

Pour l'exercice 2007, les recettes liées à l'emprunt augmentent globalement de 8,9%.

Équilibre financier global

Le financement des investissements est assuré principalement par un recours à l'emprunt et une mobilisation du fonds de roulement.

En 2007, les emprunts contractés par les GFP couvrent 46% de l'investissement direct. Avec une faible progression de la CAF (+2,7%), les GFP puisent dans leurs réserves (fonds de roulement) pour couvrir l'ensemble de leurs besoins.

Équilibre financier global des GFP

en millions d'euros

	CU		CA		CC		SAN		Total	
	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %	2007	07/06 en %
Dépenses totales	7 655	9,1	14 645	8,9	9 788	8,2	483	-5,7	32 571	8,5
Recettes totales	7 481	7,3	14 560	7,6	9 982	6,9	478	-5,2	32 501	7,1
Charges réelles de fonctionnement (1)	4 663	3,1	10 758	5,5	7 033	5,9	296	-4,2	22 750	5,0
Produits réels de fonctionnement bruts des reversements de fiscalité(2)	5 576	1,8	12 105	5,7	8 209	5,7	350	-5,7	26 240	4,7
Capacité d'autofinancement A=(2)-(1)	913	-4,2	1 347	7,3	1 176	4,3	54	-12,9	3 490	2,7
Emplois d'investissement hors dettes	2 544	24,2	3 208	18,4	2 401	17,2	121	-6,2	8 274	19,3
Ressources d'investissement hors emprunts	992	58,5	1 134	33,3	1 102	7,5	50	31,6	3 278	29,1
Variation d'endettement (emprunts-remboursements)	465	n.s.	642	n.s.	317	n.s.	12	n.s.	1 436	n.s.

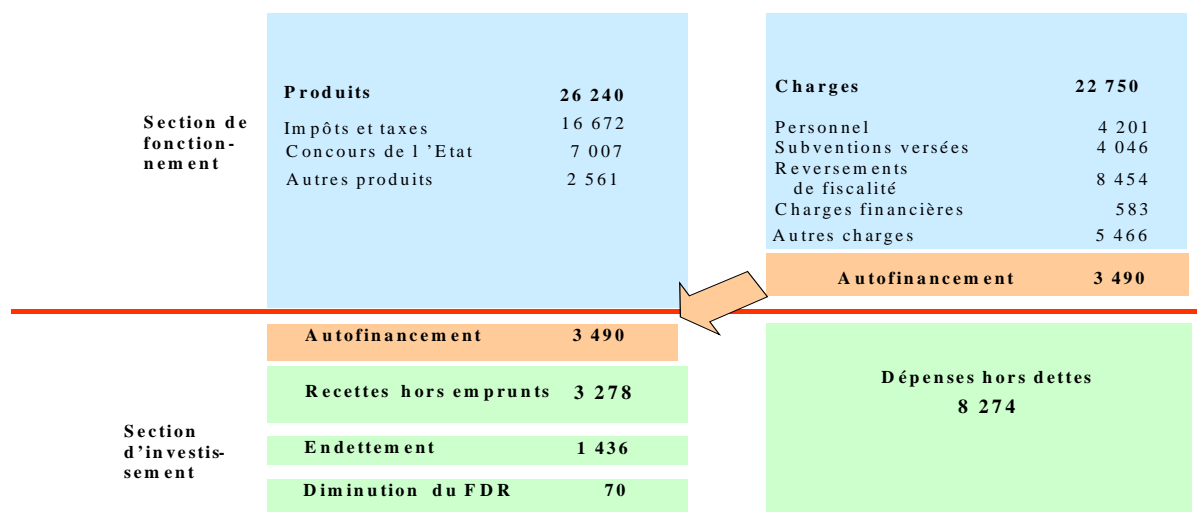
Trésorerie

L'encours journalier moyen de trésorerie des **GFP** augmente de 8%. Il représente 48,7 jours des dépenses totales (en incluant les reversements de fiscalité aux communes dans les dépenses), soit un ratio supérieur de 4 jours à celui de 2006 (45,1 jours de dépenses).

Comme pour les années précédentes, l'encours de trésorerie baisse sur les sept premiers mois de l'année et ne se redresse qu'en fin d'exercice.

Équilibre financier global des GFP

(En millions d'euros)

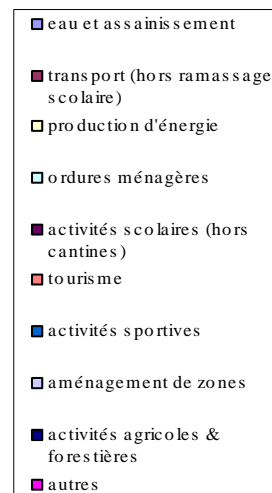
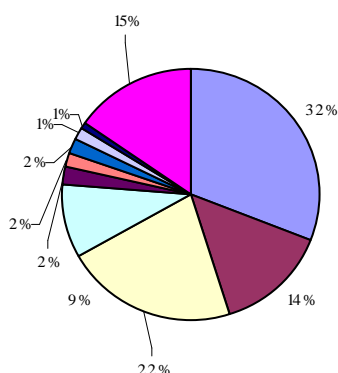


Le poids des syndicats reste important dans les finances des collectivités locales, même si 91% des communes ont adhéré à un groupement fiscalisé.

En 2007, les budgets globaux (charges de fonctionnement + dépenses d'investissement) des syndicats (SIVU et SIVOM) se sont élevés à 16,3 milliards d'euros.

Les SIVU (syndicats à vocation unique) – dont 15 110 ont fait l'objet d'une centralisation – ont réalisé des dépenses d'investissement pour 7,5 milliards d'euros dans de nombreux secteurs d'activité dont quatre principaux :

- l'eau et l'assainissement pour 2,3 milliards d'euros ;
- la production et la distribution d'énergie pour 2,1 milliards d'euros,
- les transports pour 1,1 milliard d'euros
- le traitement et l'enlèvement des ordures ménagères pour 0,8 milliard d'euros.



Les finances des départements

Fonctionnement (départements)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Charges de fonctionnement (1)	39 291	42 216	+7,4	45 094	+6,8
Achats et charges externes	4 906	5 160	+5,2	5 324	+3,2
Frais de personnel	6 555	7 071	+7,9	8 385	+18,6
Subventions et contingents	26 540	28 592	+7,7	30 124	+5,4
Charges financières	629	719	+14,2	755	+5,0
Autres charges de fonctionnement	661	675	+2,1	505	-25,1
Produits de fonctionnement (2)	47 604	51 550	+8,3	54 346	+5,4
Impôts directs	16 906	18 403	+8,9	19 019	+3,3
Impôts indirects et autres taxes	13 922	14 720	+5,7	16 020	+8,8
Concours de l'Etat	12 413	12 926	+4,1	13 195	+2,1
- DGF	10 841	11 323	+4,4	11 603	+2,5
- Autres dotations	376	431	+14,5	427	-0,8
- Péréquation et compensations fiscales	1 197	1 172	-2,1	1 165	-0,6
Subventions et participations	2 172	3 249	+49,6	3 638	+12,0
Autres produits de fonctionnement	2 191	2 252	+2,8	2 474	+9,9
Autofinancement (A)=(2) - (1)	8 313	9 333	+12,3	9 253	-0,9

Fonctionnement

Les charges de fonctionnement restent dynamiques avec une progression de 6,8%, légèrement inférieure à celle enregistrée l'année passée (+7,4%). L'augmentation des deux principaux postes de dépenses, à savoir les frais de personnel (+18,6%) et les subventions et contingents (+5,4%), contribue sensiblement à cette évolution. La progression des recettes, si elle reste soutenue (+5,4%), est moindre que celle relevée l'année précédente (+8,3%) notamment sous l'effet d'une modération des recettes enregistrées au titre des impôts directs. Il en résulte un autofinancement de 9,2 milliards d'euros en quasi-stagnation (-0,9%) par rapport à l'exercice précédent.

Les **achats et charges externes** représentent 12% du total des dépenses de fonctionnement départementales et croissent pratiquement deux fois moins vite que les dépenses de fonctionnement totales (+3,2%). Cette progression est aussi inférieure à celle enregistrée entre 2005 et 2006 (+5,2%).

On peut noter que le rattachement des charges à l'exercice (prise en compte budgétaire de charges de l'exercice non dénouées financièrement à la clôture des comptes) représente 696 millions d'euros, soit plus d'un mois de dépenses.

Les **frais de personnel** enregistrent une forte hausse (+18,6%), deux fois supérieure à celle enregistrée l'année précédente.

Cette croissance à deux chiffres résulte pour moitié seulement (9%) de la prise en charge par les départements des salaires des personnels techniciens et ouvriers des services de l'éducation nationale ainsi que des personnels des directions départementales de l'équipement dans le cadre de l'acte II de la décentralisation et des transferts afférents, compensée par une recette de TSCA équivalente. Si l'on neutralise l'effet de ces transferts, la progression est de +9,6%.

Le principal poste de dépense pour les départements (67% du total), les **subventions et contingents**, continue sa progression mais enregistre une moindre hausse par rapport à celle de l'année précédente (+5,4% au lieu de +7,7%).

Les aides à la personne, qui représentent 42% du total des subventions et contingents, augmentent de 2,1%. Si on prend en compte les sommes versées au titre du RMI et n'ayant pas donné lieu à émission de mandat (154,8 millions d'euros), les aides à la personne augmentent alors de 3,4%. Entre 2005 et 2006, elles avaient cru de 6,7%, notamment en raison de la création de la prestation de compensation du handicap. L'évolution des subventions et contingents entre 2006 et 2007 est donc maintenant mesurée à partir d'un périmètre constant, et est, par conséquent, significative de l'évolution des dépenses à caractère social des départements. Les seules dépenses enregistrées au titre du RMI restent stables entre 2006 et 2007 à 6,1 milliards d'euros.

Les **charges financières** confirment leur tendance haussière (+5%) mais à un rythme moindre que celui enregistré l'année précédente. En effet, l'augmentation des emprunts relevée en 2005 (+19%) et le renchérissement des taux d'intérêt, même si le recours à l'emprunt a été plus modéré en 2006 (+2,8%), contribuent à maintenir la croissance des charges financières. Cette hausse est toutefois à analyser à l'aune du faible poids de ce type de charge dans le total (2%).

Les **produits de fonctionnement** s'élèvent à 54,3 milliards d'euros et enregistrent une hausse de 5,4%. Ce ralentissement, après le dynamisme observé l'année précédente, découle d'une modération du produit des impôts directs. En conséquence, cette augmentation étant inférieure à celle des dépenses de fonctionnement, l'autofinancement dégagé par les départements stagne en 2007 par rapport à 2006 (-0,9%).

Les **impôts directs** représentent plus du tiers (35%) de ces produits. Ils enregistrent une hausse modérée (+3,3%) entre 2006 et 2007. Cette évolution résulte d'une modération des taux votés en 2007 par les conseils généraux après les augmentations constatées en 2006 et de la participation départementale au financement des surplus de dégrèvements accordés aux entreprises suite aux augmentations de leurs taux de taxe professionnelle (montant estimé 277 millions d'euros).

Les **impôts indirects et autres taxes**, soit 29% du total des produits de fonctionnement, connaissent un dynamisme plus marqué qu'en 2006 (+8,8%).

Le transfert de fiscalité indirecte pour financer les nouvelles compétences explique une partie de cette augmentation. En effet, la quasi-totalité de la taxe sur les contrats d'assurance (TSCA) relative aux contrats automobiles est désormais perçue par les départements. Les montants inscrits dans les comptes à ce titre augmentent de près de 81%, soit 937 millions supplémentaires portant la part de la TSCA à 13% du total des impôts indirects.

Une autre partie de cette augmentation résulte du dynamisme renouvelé de la taxe départementale de publicité foncière et du droit départemental d'enregistrement. Elle progresse de 6% pour atteindre 7,7 milliards d'euros et représente 48% des impôts indirects et autres taxes enregistrés par les départements.

Quant aux **concours de l'Etat**, ils augmentent de 2,1%. Cette évolution est principalement le fait de la DGF, qui représente 87% du total des concours. Elle augmente de 2,5%, suivant les dispositions du contrat de croissance et de solidarité, prorogé en 2007.

Les **subventions et participations** restent dynamiques (+12%). On note cependant un ralentissement par rapport à la progression observée entre 2005 et 2006. Cette tendance est sensible pour les participations d'autres organismes, qui regroupent notamment les dotations versées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), le fonds départemental des personnes handicapées et le fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI). Elles représentent 71% du total des subventions et participations, soit 2,6 milliards d'euros. Ces participations, en augmentation de près de 58% entre 2005 et 2006 suite au versement de dotations au titre du handicap par la CNSA, progressent de 20,3% entre 2006 et 2007. Le FMDI est abondé en 2007 à hauteur de 625 millions.

Investissement (départements)
en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Emplois d'investissement (hors dette)	12 129	12 925	+6,6	14 185	+9,7
Dépenses d'équipement	7 299	7 763	6,4	8 314	+7,1
Subventions d'équipement versées	4 522	4 809	6,4	5 376	+11,8
Autres dépenses	308	353	14,3	495	+40,4
Ressources d'investissement (hors emprunts)	2 783	3 240	+16,4	3 194	-1,4
FCTVA	880	992	12,7	987	-0,5
Autres dotations et subventions	1 426	1 546	8,4	1 650	+6,7
Autres recettes (a)	477	702	47,2	558	-20,6
Remboursements d'emprunts*	2 875	3 205	11,5	2 463	-23,1
Emprunts*	4 029	4 143	2,8	3 853	-7,0

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...
* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Investissement

Les **emplois d'investissement** augmentent de façon sensible en 2007 (+9,7%) et atteignent 14,2 milliards d'euros. Cette hausse est supérieure à celle enregistrée l'année précédente (+6,6%), confirmant le dynamisme de ces dépenses.

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 8,3 milliards d'euros, soit une progression de 7,1%. Cette évolution est supérieure à celle enregistrée l'année précédente et consécutive aux transferts de compétences, notamment en terme de voirie. Ainsi, les réseaux et installations de voirie, immobilisations en cours comprises, représentent 47% des dépenses d'équipement des conseils généraux et augmentent de 13% en 2007.

Les **subventions d'équipement versées** augmentent aussi fortement (+11,8%), soit deux fois la progression constatée pour l'exercice précédent. Avec 5,4 milliards d'euros, elles représentent 38% du total des emplois d'investissement. Les subventions versées aux personnes publiques représentent 82% du total, les communes et leurs groupements en bénéficiant à hauteur de 68%.

Les **ressources d'investissement hors emprunt** stagnent entre 2006 et 2007 (-1,4%). Cette évolution contraste avec la forte progression enregistrée en 2006. Ce ralentissement est, en partie, dû à la baisse (-20,6%) des **autres recettes**, correspondant notamment aux produits de cession des immobilisations et aux travaux pour compte de tiers², qui représentent 17% du total des ressources.

Equilibre financier global (départements)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Dépenses totales*	54 295	58 346	+7,5	61 742	+5,8
Recettes totales*	54 416	58 933	+8,3	61 393	+4,2
Charges de fonctionnement (1)	39 291	42 216	+7,4	45 094	+6,8
Produits de fonctionnement (2)	47 604	51 550	+8,3	54 346	+5,4
Autofinancement (A) = (2)-(1)	8 313	9 333	+12,3	9 253	-0,9
Emplois d'investissement (hors dette)	12 129	12 925	+6,6	14 185	+9,7
Ressources d'investissement (hors emprunts)	2 783	3 240	+16,4	3 194	-1,4
Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)	1 154	939	NS	1 390	NS

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

² Opérations réalisées pour les établissements d'enseignements par exemple.

Ainsi, les produits enregistrés au titre des cessions chutent de 48% entre 2006 et 2007 pour s'établir à 139,5 millions d'euros (25% des autres recettes).

Les recettes enregistrées au titre des travaux pour compte de tiers baissent d'un tiers entre 2006 et 2007. Avec 101,3 millions d'euros, elles représentent 18% des autres recettes.

En tenant compte des redressements sur les produits de cessions et sur le fonds de compensation de la TVA (cf. paragraphe suivant), les ressources d'investissement augmentent alors de 3%.

Cette progression est très inférieure à celle enregistrée entre 2005 et 2006.

Le **fonds de compensation de la TVA** diminue de 0,5% pour s'établir à 987 millions d'euros. Cette évolution peut s'expliquer dans une certaine mesure par un retard dans l'émission des titres. Sur la base des prévisions budgétaires, les recettes attendues pour 2007 s'élèvent à 1 034 millions d'euros, soit une progression par rapport à 2006 de 4,6%, en cohérence avec la progression de 5,8% des dépenses d'équipement en 2005. Toutefois, l'évolution de 2006, supérieure à l'augmentation de l'investissement en 2004, met en évidence des décalages dans la comptabilisation de cette recette. L'évolution sur 2007 pourrait en être une conséquence.

Les **autres dotations et subventions** restent dynamiques (+6,7%), mais augmentent moins qu'entre 2006 et 2005 (+8,4%).

Équilibre financier global

L'autofinancement, d'un montant de 9 253 millions d'euros, ne progresse pas en 2007, les recettes n'augmentant pas dans les mêmes proportions que les dépenses. La CAF représente 17% des produits de fonctionnement, en léger retrait par rapport à 2006 (18,4%).

Toutefois, l'autofinancement et les ressources d'investissement hors emprunts ne permettent pas de couvrir les emplois d'investissement. Par conséquent, les recettes d'emprunt enregistrées en 2007 s'élèvent à 3,9 milliards d'euros. Dans le même temps, le montant des remboursements diminue de plus de 23% par rapport à 2006 pour atteindre 2,5 milliards.

L'encours de la dette augmente dans ces conditions de 1,4 milliard d'euros. Mais les conseils généraux ont aussi utilisé leurs ressources propres pour financer leurs équipements.

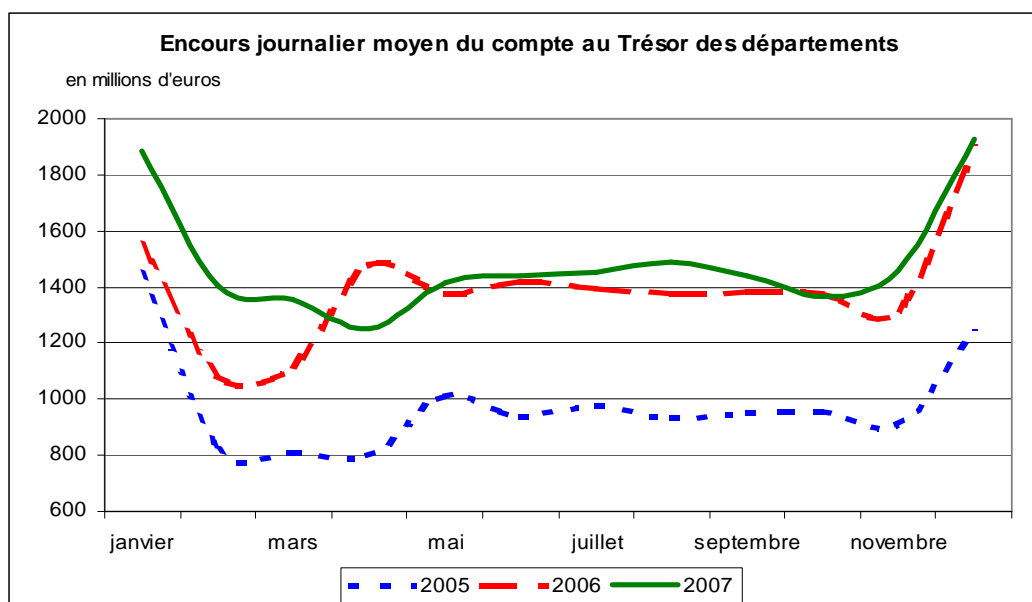
Ainsi, le fonds de roulement a été mobilisé à hauteur de 348 millions d'euros en 2007. Ce prélèvement induit une baisse de son montant (-3%). Elle fait suite à une forte hausse en 2006 (+32%), exercice pour lequel les départements avaient mobilisé un niveau de ressources supérieur à la couverture de leurs besoins.

Équilibre financier global		(En millions d'euros)	
Section de fonctionnement	Produits	54 346	
	Impôts directs	19 019	
	Impôts indirects	16 020	
	Concours de l'Etat	13 195	
	Subventions et participations	3 638	
	Autres produits	2 474	
		Autofinancement	9 253
Section d'investissement	Autofinancement	9 253	
	Ressources d'investissement <i>hors emprunts</i>	3 194	
	Endettement	1 390	
	Diminution du FDR	348	
	Emplois d'investissement <i>hors dettes</i>		14 185

Trésorerie

L'encours moyen journalier de trésorerie des départements est en légère hausse (+6,5%). Le solde moyen mensuel s'élève ainsi à 1,5 milliards d'euros. Il représente 8,7 jours de dépenses pour les départements.

Le rythme d'évolution infra annuelle est sensiblement le même que les années précédentes : les deux derniers mois de l'exercice voient l'encours moyen augmenter jusqu'à atteindre son plus haut niveau à fin décembre, alors qu'en début d'exercice, il diminue pour atteindre son point le plus bas en avril.



Les finances des régions

Fonctionnement (régions) en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Charges de fonctionnement (1)	10 447	11 748	+12,5	14 079	+19,8
Achats et charges externes	1 183	1 413	+19,4	1 414	+0,1
Frais de personnel	619	783	+26,5	1 602	+104,6
Subventions et contingents	8 099	9 001	+11,1	10 346	+14,9
Charges financières	391	396	+1,3	547	+38,0
Autres charges de fonctionnement	156	156	-0,1	171	+9,4
Produits de fonctionnement (2)	15 777	17 219	+9,1	19 609	+13,9
Impôts directs	4 004	4 435	+10,8	4 416	-0,4
Impôts indirects et autres taxes	2 925	3 915	+33,8	6 091	+55,6
Concours de l'Etat	8 022	8 257	+2,9	8 287	+0,4
- DGF	4 947	5 107	+3,2	5 205	+1,9
- Autres dotations	2 837	2 919	+2,9	2 844	-2,6
- Péréquation et compensations fiscales	238	231	-3,0	238	+3,1
Subventions et participations	629	446	-29,2	570	+28,0
Autres produits de fonctionnement	197	167	-15,0	244	+46,0
Autofinancement (A)=(2) - (1)	5 330	5 470	+2,6	5 530	+1,1

Fonctionnement

Les charges de fonctionnement des régions atteignent 14,1 milliards d'euros en 2007, soit une augmentation de 19,8% entre 2006 et 2007, amplifiant la progression déjà observée l'année précédente (+12,5%). Les différents types de dépenses progressent tous, à l'exception des achats et charges externes dont l'évolution est maîtrisée.

Les produits de fonctionnements croissent eux aussi (+13,9%) pour atteindre 19,6 milliards d'euros, notamment sous l'influence des impôts indirects qui progressent de 55,6%.

Conséquence de ces évolutions, les régions dégagent un autofinancement en hausse de 1,1% à 5,5 milliards d'euros.

Les **achats et charges externes** avec 1,4 milliard d'euros se situent au niveau de 2006 et représentent 10% du total des dépenses.

Les **frais de personnels** doublent entre 2006 et 2007. Avec 1,6 milliard d'euros, ils représentent 11% des charges totales en 2007, contre 7% en 2006. Cette évolution est due principalement (81%) aux transferts de personnel, en particulier les techniciens et ouvriers de service de l'éducation nationale, consécutif à l'acte II de la décentralisation.

Toutefois, corrigée des transferts de compétence intervenus en 2007, la croissance des dépenses de personnel reste très dynamique (+23,8%).

Les effets du glissement vieillesse technicité (GVT) accroissent aussi la masse salariale de manière mécanique.

Les **subventions et contingents**, avec 10,3 milliards d'euros, sont le premier poste de dépense des conseils régionaux avec 73% des dépenses totales de fonctionnement. Les subventions de fonctionnement représentent 41% du total des subventions et contingents. La moitié (52%) est accordée aux personnes de droit privé. Entre 2006 et 2007, les subventions, tout type de bénéficiaires confondus, augmentent de près de 23%. Les principales compétences dévolues aux régions, notamment l'entretien des lycées et les transports, sont l'objet de dépenses enregistrées à ce poste. Ainsi, les dotations de fonctionnement des lycées s'élèvent en 2007 à un milliard d'euros, soit une augmentation de 13% par rapport à 2006.

Quant aux contributions aux organismes de transport, elles s'élèvent à 2,6 milliards d'euros pour celles directement identifiées dans les comptes, dont 532 millions au titre de

la contribution au syndicat des transports d'Ile de France.

Cette contribution, versée par la seule région Ile de France, enregistre une progression de 23% entre 2006 et 2007.

Les **charges financières** augmentent de 38% par rapport à 2006. En effet, le recours plus important à l'emprunt en 2006 (+27%), mais aussi la hausse des taux d'intérêts pour les nouveaux emprunts souscrits accroissent les charges financières. Toutefois, ces charges ne représentent que 4% du total des dépenses.

Les **produits de fonctionnement** sont plus dynamiques que l'année précédente (+13,9% contre +9,1%). Cette progression résulte principalement de la hausse des impôts indirects et autres taxes qui, entre 2006 et 2007, passent de 3,9 à 6,1 milliards d'euros.

Les **impôts directs** représentent 23% des recettes de fonctionnement des conseils régionaux. Après la forte hausse enregistrée en 2006 (+10,8%), les impôts directs stagnent en 2007 (-0,4%). Deux raisons principales peuvent être avancées, d'une part, une stabilité des taux votés par les conseils régionaux après les hausses relevées en 2006 et, d'autre part, la participation régionale au financement des surplus de dégrèvements accordés aux entreprises suite aux augmentations de leurs taux de taxe professionnelle (montant estimé de 277,2 millions d'euros).

Les **impôts indirects et autres taxes** augmentent fortement (+55,6%), passant de 3,9 milliards en 2006 à 6,1 milliards en 2007, constituant ainsi la deuxième principale recette de fonctionnement régionale (31% du total).

Investissement (régions)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Emplois d'investissement (hors dette)	7 704	8 294	+7,7	9 074	+9,4
Dépenses d'équipement	2 582	3 100	+20,1	3 429	10,6
Subventions d'équipement versées	4 591	4 929	+7,4	5 372	9,0
Autres dépenses	531	265	-50,1	272	2,8
Ressources d'investissement (hors emprunts)	1 675	1 600	-4,5	1 869	+16,8
FCTVA	379	378	-0,3	485	28,4
Autres dotations et subventions	1 047	999	-4,6	1 093	9,5
Autres recettes (a)	250	223	-10,9	291	30,5
Remboursements d'emprunts*	1 373	1 690	23,1	1 264	-25,2
Emprunts*	2 106	2 747	30,4	2 808	2,2

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Cette évolution résulte du dynamisme de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). En effet, les régions sont, au titre des financements des compétences transférées, bénéficiaires d'une partie de cette taxe, dont les bases et les taux sont régionalisés.

Le produit perçu au titre de la TIPP est ainsi passé de 1 milliard d'euros en 2006 à 2,8 milliards en 2007. Il représente 47% du total des impôts indirects et taxes.

La croissance des impôts indirects est aussi la conséquence de l'augmentation des recettes perçues au titre des taxes sur les certificats d'immatriculation des véhicules (+ 6%). Elles contribuent pour un tiers au total des impôts indirects et autres taxes.

Les **concours de l'Etat** sont pour les régions la principale recette de fonctionnement. Avec 8,3 milliards, ils représentent 42% du total et augmentent globalement de 0,4%.

La dotation générale de fonctionnement, qui constitue 63% des concours de l'Etat perçus par les conseils régionaux, augmente de 1,9%. Les autres dotations s'élèvent à 2,8 milliards d'euros et comprennent la dotation d'apprentissage et de formation professionnelle (74% du total) et la dotation générale de décentralisation. Elles enregistrent une baisse de 2,6% entre 2006 et 2007. Les péréquations et compensations fiscales d'un montant de 238 millions d'euros se répartissent par tiers entre les compensations au titre de la taxe professionnelle, des taxes foncières et de la taxe d'habitation. Elles augmentent de 3,1% entre 2006 et 2007.

Les **subventions et participations** augmentent de 28%, mais avec 570 millions d'euros, elles ne représentent que 3% du total des recettes de fonctionnement régionales.

Investissement

Les **emplois d'investissement** poursuivent leur dynamique, en augmentant de 9,4%. Ils s'élèvent en 2007 à plus de 9 milliards d'euros. La principale caractéristique de ces emplois réside dans le poids des subventions d'équipements versées, lesquelles sont supérieures aux dépenses d'équipement directement engagées. Les régions sont les seules collectivités territoriales pour lesquelles l'investissement indirect excède le direct, l'investissement indirect représentant 59% du total des emplois d'investissement.

Les **dépenses d'équipement** progressent deux fois moins vite en 2007 qu'en 2006. Après une augmentation de presque 20% entre 2005 et 2006, la hausse entre 2006 et 2007 est de 10,6%, portant le montant des dépenses d'équipement à 3,4 milliards d'euros.

Les **subventions d'équipement versées** sont, elles, plus dynamiques en 2007 qu'en 2006. Elles augmentent de 9% pour atteindre 5,4 milliards d'euros. Ces subventions sont composées à 77% par des subventions versées aux organismes publics. Parmi celles-ci, 31%, soit 1,3 milliard d'euros, sont attribuées aux organismes de transports.

Les **ressources d'investissement** connaissent une forte croissance (+16,8%) après une année de recul. Toutes les catégories de ressources connaissent une expansion significative.

Le **fonds de compensation de la TVA** progresse de 28,4% et représente 26% des dépenses totales.

Les **autres dotations et subventions**, regroupant 58% des ressources totales d'investissement des conseils régionaux, augmentent de 9,5%, soit une ressource supplémentaire de 94 millions d'euros par rapport à 2006. La dotation régionale d'équipement scolaire constitue 59% du total des autres dotations et subventions et s'élève à 643 millions d'euros, en augmentation de 3,3% entre 2006 et 2007. A contrario, les fonds européens, représentant un tiers des subventions hors dotation régionale d'équipement scolaire, s'infléchissent de 10,6%.

Equilibre financier global (régions)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Dépenses totales*	19 524	21 732	+11,3	24 417	+12,4
Recettes totales*	19 558	21 566	+10,3	24 286	+12,6
Charges de fonctionnement (1)	10 447	11 748	+12,5	14 079	+19,8
Produits de fonctionnement (2)	15 777	17 219	+9,1	19 609	+13,9
Autofinancement (A) = (2)-(1)	5 330	5 470	+2,6	5 530	+1,1
Emplois d'investissement (hors dette)	7 704	8 294	+7,7	9 074	+9,4
Ressources d'investissement (hors emprunts)	1 675	1 600	-4,5	1 869	+16,8
Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)	733	1 057	44,1	1 544	46,1

* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

Équilibre financier global

La vigueur des produits (+13,9%) face à l'augmentation des charges de fonctionnement (+19,8%) permet aux conseils régionaux de dégager un autofinancement, en légère hausse (+1,1%), d'un montant de 5,5 milliards d'euros.

En 2007, l'**autofinancement** entre dans le financement des emplois d'investissement à hauteur de 61% contre 67% en 2006. Il constitue donc la principale ressource des régions pour financer leur équipement.

Toutefois, la capacité d'autofinancement et les ressources d'investissement ne suffisent pas à couvrir les dépenses d'équipements. Les conseils régionaux ont donc recours à l'emprunt pour compléter leurs financements.

Les recettes enregistrées au titre des emprunts s'élèvent en 2007 à 2,8 milliards d'euros. Les conseils régionaux ayant remboursé 1,3 milliard d'euros, l'**encours de la dette** pour l'ensemble des régions augmente de 1,5 milliard d'euros.

Les conseils régionaux ont ainsi utilisé à hauteur de 127 millions d'euros **leur fonds de roulement** pour compléter le financement de leurs équipements.

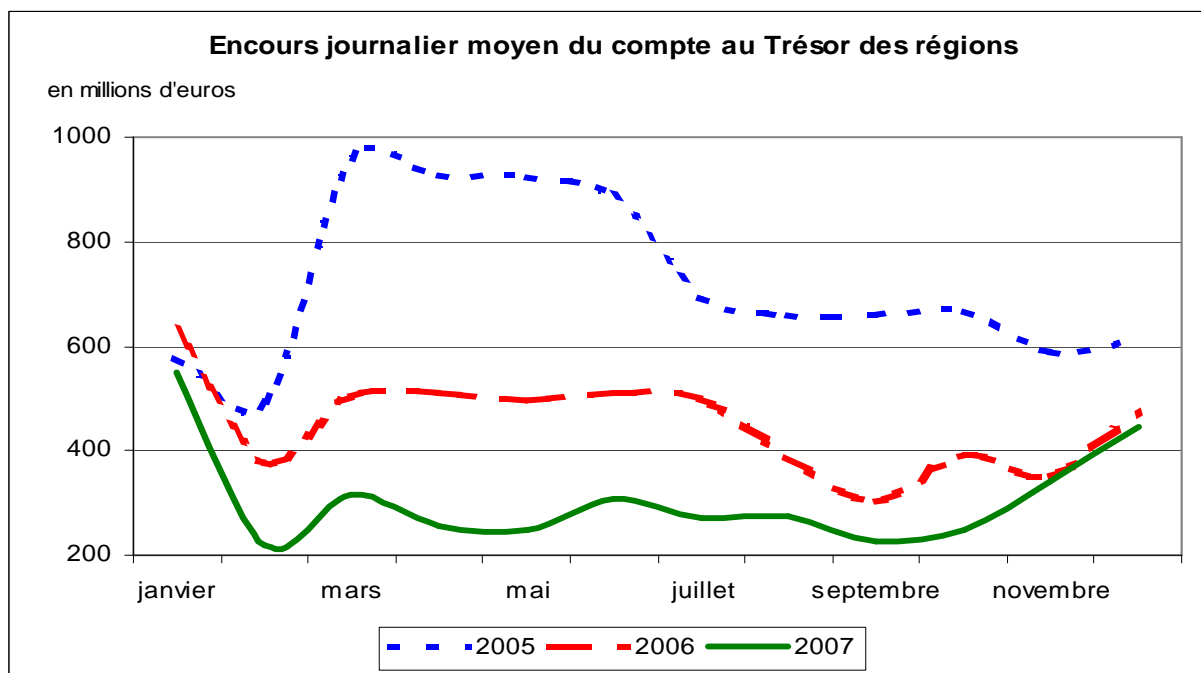
Équilibre financier global		(En millions d'euros)		
Section de fonctionnement	Produits	19 609	Charges	14 079
	Impôts directs	4 416	Achats, charges externes	1 414
	Impôts indirects	6 091	Personnel	1 602
	Concours de l'Etat	8 287	Subventions et contingents	10 346
	Subventions et participations	570	Charges financières	547
	Autres produits	244	Autres charges	171
			Autofinancement	5 530
Section d'investissement	Autofinancement	5 530	Emplois d'investissement	
	Ressources d'investissement <i>hors emprunts</i>	1 836	<i>hors dettes</i>	
	Endettement	1 544	9 036	
	Diminution du FDR	127		

Trésorerie

Le solde moyen mensuel du compte au Trésor des régions diminue encore fortement (-32%) entre 2006 et 2007. Le nombre de jours de dépenses couvertes par cet encours passe ainsi de 8 en 2006 à 4 en 2007. Ce niveau de trésorerie minimum peut s'expliquer par un ajustement des encaissements et des décaissements et par le recours aux lignes de trésoreries.

Les montants encaissés par ce biais sont en hausse de 5% par rapport à 2006.

L'évolution infra annuelle reste cependant identique en tendance à celle des autres collectivités (pic de l'encours en fin d'exercice et décreue dans les premiers mois).



Les finances des établissements publics de santé

Fonctionnement (établissements publics de santé)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Charges d'exploitation (1)	54 272	56 033	+3,2	57 690	+3,0
Achats et charges externes non médicaux	5 546	5 325	-4,0	5 325	-0,0
Frais de personnel	38 769	40 457	+4,4	42 028	+3,9
Achats et charges médicaux	8 155	8 482	+4,0	8 857	+4,4
Charges financières	438	498	+13,6	597	+19,9
Autres charges de fonctionnement	1 365	1 271	-6,9	883	-30,5
Produits d'exploitation (2)	57 470	59 241	+3,1	60 868	+2,7
Produits de l'Assurance Maladie	41 655	42 690	+2,5	43 605	+2,1
Produits médicaux	3 446	3 884	+12,7	4 132	+6,4
Produits non médicaux	5 549	5 496	-0,9	5 679	+3,3
Produits des activités médico-sociales	6 820	7 172	+5,2	7 451	+3,9
Autofinancement (A)=(2) - (1)	3 198	3 209	+0,3	3 177	-1,0

Fonctionnement

Les charges d'exploitation (+ 3,0 % en 2007) augmentent quasiment au même rythme qu'en 2006 (+ 3,2 %).

Les **frais de personnel** constituent près des trois quarts des charges d'exploitation des hôpitaux publics. Ils progressent en 2007 à un rythme voisin de celui de 2006 (+ 3,9 % contre + 4,4 %).

Au sein de ces dépenses, il convient de distinguer les **dépenses de personnel médical** (médecins, praticiens hospitaliers) dont la progression en 2007 atteint 4,6 % et les **dépenses des personnels techniques, administratif et soignant** qui augmentent de 3,7 %. Il est à noter que les rémunérations des personnels sous contrat (que ce soit en CDI ou en CDD) et des personnels employés dans le cadre de contrats aidés croissent davantage (+ 7,7 %) que les rémunérations des personnels de la Fonction Publique Hospitalière (+ 3,1 %).

Le poste des **achats et charges médicaux**, qui regroupe pour l'essentiel l'achat de médicaments et de fournitures médicales d'usage courant est en augmentation de 4,4 %, soit un niveau proche de celui de 2006.

Le poste **autres achats et charges externes non médicaux**, connaît, quant à lui, une quasi-stagnation.

En détail, il apparaît que les dépenses alimentaires stagnent (+0,8 %). Contrairement à 2006, les hausses en matière de dépenses de carburants, de combustibles, celles liées au chauffage et à l'approvisionnement en eau sont très modérées. De son côté, le poste achats de services augmente de 4,1 %. La hausse des primes d'assurance est modérée en 2007 (+ 2,8%), comme en 2006, ce qui tranche avec les fortes hausses des précédents exercices. Les dépenses de maintenance et d'entretien s'accroissent de 3,3 % ; parmi celles-ci, les dépenses liées à la maintenance du matériel médical augmentent de 5,3 %³.

Après une baisse continue depuis 1992, les **charges financières** ont entamé, depuis 2005, une hausse. Celle-ci s'est amplifiée en 2007 (+ 20 %), consécutivement à l'accroissement soutenu de l'encours de la dette depuis 2002, lié au financement de l'effort d'investissement suscité par la mise en œuvre du plan Hôpital 2007.

³ Cette tendance marque une rupture avec les fortes augmentations enregistrées au cours de la période 2000-2005.

Investissement (établissements publics de santé)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Emplois d'investissement (hors dette) (3)	4 895	5 439	+11,1	5 693	+4,7
Dépenses d'équipement	4 794	5 346	+11,5	5 654	+5,8
Autres dépenses	101	93	-7,5	39	-58,3
Ressources d'investissement (hors emprunts) (4)	596	490	-17,7	461	-5,9
Dotations et subventions	400	283	-29,2	287	+1,4
Autres recettes (a)	196	207	+5,8	174	-15,9
Remboursements d'emprunts*	1 809	2 367	+30,9	2 667	+12,6
Emprunts*	2 867	3 905	+36,2	5 013	+28,4
Refinancements et opérations de gestion de dette					

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* y compris refinancements

Les produits de fonctionnement sont en hausse de 2,7%, ce qui est voisin de la progression de 2006.

Les produits issus de l'Assurance-Maladie (43,6 Mds€) constituent la majeure partie des recettes des EPS. La **part liée à la T2A⁴** dans ces produits est passée de 35 % en 2006 à 50 % en 2007. Dans les produits T2A, la tarification des séjours atteint 11,9 Mds€ (+44,5 %), et la DAC⁵ 12,4 Mds€. S'y ajoutent les produits des médicaments et dispositifs facturés en sus des séjours pour 1,73 Md€ (+ 7 %). La DAF (Dotation Annuelle de Financement) représente 9,9 Mds€ environ et finance les activités n'entrant pas dans le champ de la T2A. Les dotations MIGAC⁶ viennent compléter le financement de l'Assurance Maladie à hauteur de 5,5 Mds€.

Suite à la revalorisation des forfaits journaliers et à la mise en place de dispositifs impliquant davantage les patients financièrement, les **produits médicaux** continuent d'augmenter notablement en 2007 (+6,4 %) après une hausse de 13 % en 2006. Les recettes issues du forfait journalier sont en accroissement de 7%.

Les **produits non médicaux** des comptes de résultat principaux des EPS (titre III) augmentent modérément (+ 3,3 %), notamment du fait de l'accroissement des produits des activités annexes à l'activité hospitalière (+ 9,3%). L'activité de rétrocession de médicaments stagne (-1 %).

⁴ T2A : Tarification A l'Activité

⁵ DAC : Dotation Annuelle Complémentaire

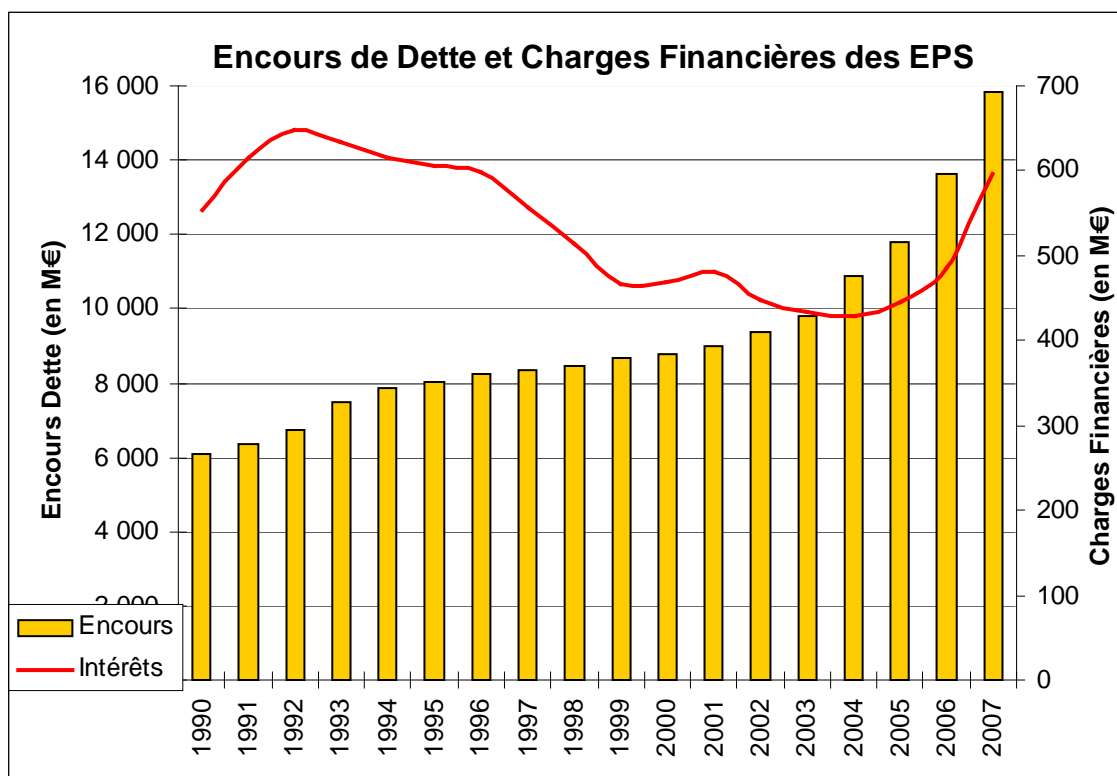
⁶ Missions d'Intérêt Général et d'Aide à la Contractualisation.

Investissement

La cinquième année de mise en œuvre du volet de relance de l'investissement hospitalier (dans le cadre du plan Hôpital 2007) se traduit par une nouvelle **hausse de l'effort d'investissement** des EPS de l'ordre de 5,8 %. Cette hausse est plus modérée que celle des précédents exercices, mais l'investissement hospitalier est désormais supérieur pour la deuxième année consécutive à 5 Mds€⁷.

L'accroissement des **dépenses d'équipement** concerne essentiellement la construction ou la réhabilitation de bâtiments (+5,4 %), mais aussi les achats et les mises en services de nouveaux équipements et matériels (de l'ordre de + 4 % environ), ainsi que les immobilisations incorporelles (études par exemple).

⁷ Soit l'un des objectifs quantitatifs initiaux du volet investissement du plan Hôpital 2007.



Équilibre financier global

L'**autofinancement** reste stable d'un exercice à l'autre et se situe à un niveau voisin de 3,2 Mds€ (-1,0 %). Cependant, l'accroissement des dépenses d'investissement contribue à augmenter le besoin de financement. Ainsi, les dépenses totales hors emprunts se sont davantage accrues que les recettes totales hors emprunts (+ 3,0 %) et continuent à leur être nettement supérieures.

L'autofinancement dégagé par la section d'exploitation est complété par des recettes affectées à l'investissement, comprenant diverses dotations et subventions, notamment le FMESPP (Fonds de Modernisation des Etablissements Sanitaires Publics et Privés) et des ventes d'éléments de patrimoine.

Les cessions d'immobilisations restent à un niveau voisin de celui de 2006, et complètent les subventions d'équipement. Cela permet de limiter le fléchissement **des ressources d'investissement des EPS** (hors emprunts) à 6%.

Ces recettes restent toutefois marginales par rapport à l'ensemble des ressources nécessaires au financement des emplois d'investissement des EPS.

Les besoins de financement recouvrent, quant à eux, non seulement les dépenses d'investissement directes, mais aussi les remboursements d'emprunts, soit un total de 8,36 Mds€ (+ 550 M€ par rapport à 2006, soit + 7 %).

Le solde entre les ressources (hors emprunts) et le total des emplois, y compris les remboursements d'emprunts, continue de se dégrader en 2007 : - 4,72 Mds€, soit 610 M€ supplémentaires à financer. Les EPS ont mobilisé 5,01 Mds€ d'emprunts nouveaux, soit une augmentation de 28 % par rapport à 2006. Parallèlement, le volume des remboursements d'emprunts a augmenté de 12,6 % pour atteindre 2,67 Mds€.

L'endettement des EPS augmente ainsi de 2,35 Mds€, soit + 17 %, et dépasse, à l'issue de l'exercice 2007, 15,8 Mds€.

Equilibre financier global (Etablissements publics de santé)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Dépenses totales*	60 977	63 839	+4,7	66 050	+3,5
Recettes totales*	60 933	63 637	+4,4	66 342	+4,3
Charges de fonctionnement (1)	54 272	56 033	+3,2	57 690	+3,0
Produits de fonctionnement (2)	57 470	59 241	+3,1	60 868	+2,7
Autofinancement (A) = (2)-(1)	3 198	3 209	+0,3	3 177	-1,0
Emplois d'investissement (hors dette) (3)	4 895	5 439	+11,1	5 693	+4,7
Ressources d'investissement (hors emprunts) (4)	596	490	-17,7	461	-5,9
Variation de l'endettement (emprunts - remboursements)	1 058	1 538	45,3	2 347	+52,6

* y compris refinancements

Le ratio de la dette sur la capacité d'autofinancement⁸ continue de se dégrader : il est passé de 3,83 années en 2005 à 4,21 années en 2006 et s'élève désormais à 4,99 années en 2007.

Enfin, les EPS ont globalement effectué des reprises sur leur fonds de roulement en 2007, à hauteur de 80 M€.

⁸ il s'agit du nombre d'années qui seraient nécessaires au remboursement de la dette si la totalité de la capacité d'autofinancement y était consacré.

Les finances des établissements publics sociaux et médico-sociaux

Fonctionnement (établissements publics sociaux et médico-sociaux)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Charges d'exploitation (1)	6 382	6 853	+7,4	7 072	+3,2
dont Frais de personnel	4 516	4 900	+8,5	5 105	+4,2
Produits d'exploitation (2)	6 768	7 271	+7,4	7 544	+3,7
Emplois d'investissement (3)	831	789	-5,0	917	+16,2
Dépenses d'équipement	625	589	-5,7	752	+27,7
Remboursements d'emprunts*	190	183	-3,9	179	-2,1
Autres dépenses	16	17	+9,3	21	+20,3
Ressources d'investissement (hors emprunts) (4)	179	180	+0,2	241	+34,0
Dotations et subventions	148	143	-3,6	178	+24,7
Autres recettes (a)	31	37	+18,4	38	+1,9
Autofinancement (A)	386	418	+7,7	471	+12,7
Solde d'investissement avant emprunt = (A) + (4) - (3)	-266	-191	-27,8	-264	+38,4

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* y compris refinancements

Fonctionnement

Les charges d'exploitation (+3,2 % en 2007) augmentent à un rythme modéré.

Les **frais de personnel** constituent plus des deux tiers des charges d'exploitation des établissements publics sociaux et médico-sociaux. Ces derniers sont constitués pour plus des trois quarts d'EHPAD (Établissement Hébergeant des Personnes Âgées Dépendantes), de maisons de retraite (médicalisées ou non) et de foyers-logements pour personnes âgées. Ces charges augmentent de 4,2% en 2007.

Au sein de ce poste, il est à noter que les dépenses de personnels sous contrats (que ce soit des CDI ou CDD) et les personnels employés dans le cadre de contrats aidés de remplacement s'accroissent à un rythme supérieur (+ 5,4 %) à celui du personnel titulaire (+ 3,6 %).

Les **dépenses afférentes à l'exploitation courante**, qui comprennent l'ensemble des achats et services externes, atteignent 1,16 Md€ et sont en augmentation de 0,4 %. Parmi ces dépenses, on note que la progression des achats de biens est de 0,7 % alors que celle des achats de services avoisine 2,8 %.

Les **dépenses afférentes à la structure**, qui comprennent notamment les primes d'assurance, les locations, les frais d'entretien et les charges exceptionnelles, stagnent : +0,3 % en 2007.

Les charges financières augmentent de plus de 7 % en 2007.

Les produits d'exploitation (+3,7 % en 2007) sont soutenus par la hausse des dotations et des produits de la tarification.

Ces derniers représentent près de 78 % des produits totaux et s'accroissent de 4,3 %, alors que les autres produits d'exploitation ne progressent que de 2,2 %.

Les produits issus des tarifs de soins s'accroissent de 14 %⁹, ceux des tarifs dépendance de 6,3 % et ceux liés à l'hébergement de 7,4 % (1,75 Md€).

On notera les fortes hausses de la dotation globale de financement soins (+ 15 %) et la dotation globale APA (+ 14 %).

⁹ Les fortes hausses enregistrées s'expliquent partiellement par l'augmentation du nombre d'EHPAD (mise en œuvre des conventions tripartites).

Investissement (établissements publics sociaux et médico-sociaux)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Emplois d'investissement (hors dette) (3)	640	606	-5,3	773	+27,5
Dépenses d'équipement	625	589	-5,7	752	+27,7
Autres dépenses	16	17	+9,3	21	+20,3
Ressources d'investissement (hors emprunts) (4)	179	180	+0,2	216	+20,0
Dotations et subventions	148	143	-3,6	178	+24,7
Autres recettes (a)	31	37	+18,4	38	+1,9
Remboursements d'emprunts*	190	183	-3,9	179	-2,1
Emprunts*	287	295	+2,8	381	+29,2
Refinancements et opérations de gestion de dette					

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

* y compris refinancements

Investissement

Après leur décrue en 2006, les **dépenses d'investissement** des établissements publics sociaux et médico-sociaux réaugmentent de près de 28 % en 2007.

Ces dépenses sont financées à près d'un quart par des subventions en capital provenant de collectivités et d'établissements publics.

Equilibre financier global

Les dépenses totales hors emprunts sont, comme en 2005 et en 2006, de nouveau supérieures aux recettes totales hors emprunts.

L'**autofinancement** augmente en 2007, mais moins rapidement que les dépenses d'investissement.

L'autofinancement dégagé permet de rembourser le capital de la dette, soit 179 M€. La différence constitue un financement disponible qui permet de limiter le recours à l'emprunt pour équilibrer la section d'investissement.

L'encours de la dette des établissements publics sociaux et médico-sociaux augmente de près de 9,7 % en 2007 et franchit le seuil des 2 Mds€ (2,10 Mds€) au 31 décembre 2007.

Note méthodologique

La présente étude a été établie par la Direction Générale des Finances Publiques à partir de l'exploitation des comptes de gestion provisoires 2007 des collectivités locales (communes, groupements à fiscalité propre, départements, régions), des établissements publics de santé et des établissements publics sociaux et médico-sociaux.

Les montants relatifs aux établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux n'ont pas été inclus dans les tableaux et graphiques relatifs aux collectivités locales en raison de l'activité et du mode de financement spécifiques de ces établissements.

Seules les opérations réelles (c'est-à-dire les opérations se traduisant *in fine* par un encaissement ou un décaissement effectif) sont prises en compte dans le calcul des dépenses et des recettes. Ainsi les dotations aux amortissements ne sont pas incluses dans le total des charges de fonctionnement.

Les refinancements, ainsi que l'utilisation des emprunts avec option de tirage sur ligne de trésorerie, affectent les montants enregistrés en emprunts et remboursements de dettes. Le montant des refinancements a été déduit des rubriques concernées lorsqu'il a pu être évalué.

Les évolutions et les montants relatifs aux dotations de l'Etat retracés dans cette note correspondent aux comptes du secteur local. Aussi, il peut exister des écarts significatifs entre l'analyse de ces opérations du point de vue des comptes de l'Etat et de celui des collectivités territoriales et des EPCI, notamment en raison de décalages dans le temps.

*Automne 2008 : publication de la brochure "Premières tendances 2008 des finances locales"
(exploitation des comptes des collectivités arrêtés au 30 septembre 2008)*

